

Le fait

Climat. Les délégués de 195 pays se retrouvent à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre, pour tenter de faire progresser la lutte internationale contre les changements climatiques. L'un des grands enjeux de ce sommet est l'avenir du protocole de Kyoto qui impose des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre aux pays industrialisés mais vient à échéance le 31 décembre 2012. Les négociations porteront également sur la mise en œuvre des mesures décidées l'an dernier à Cancun, comme celle du nouveau Fonds vert pour le climat.

Durban : une conférence de consensus?

Arnaud Collignon

Chargé de mission
chez Greenpeace.



► Il n'y a pas de conscience de l'urgence véritable. Si nous ne résolvons pas la crise climatique, nous nous assurons d'avoir des crises économiques encore plus graves à moyen terme. Les deux sont interconnectées.



A votre sens, la conférence de Durban peut-elle accoucher de nouveaux consensus?

La question n'est pas de savoir si elle peut : elle doit le faire ! A Durban, il faut qu'on ait une meilleure idée de l'agenda pour les prochaines années en vue d'arriver à un accord climatique international pour 2015. Pour parvenir à cela, la première chose à faire est de prolonger le protocole de Kyoto, qui se termine fin 2012.

Mais certains pays, en Amérique du Nord notamment, ne sont pas preneurs d'un tel consensus...

Exactement. C'est pour cela que, de manière réaliste, on ne peut pas espérer avoir l'accord final dont on rêve. On doit essayer tout de même d'obtenir, de la part des Etats-Unis, une ouverture pour accepter un accord contraignant le plus tôt possible. Cela dépend grandement de la politique interne des Etats-Unis et des élections de novembre 2012 qui seront fondamentales pour la suite des négociations. En tout cas, le blocage des Etats-Unis ne peut pas être une excuse pour les autres Etats, et je pense principalement à l'Europe, pour ne pas aller plus loin.

Qu'est-ce qui bloque particulièrement ?

C'est le fait qu'il n'y a pas de conscience au sein des politiques de l'urgence véritable. Il y a une différenciation qui est faite entre la crise économique dans laquelle l'Europe se débat et la crise climatique que le monde traverse. Si nous ne résolvons pas cette dernière, nous nous assurons d'avoir des crises économiques encore plus graves à moyen terme. Les deux sont interconnectées.

Est-ce que ce genre de grand-messe est utile ?

Elles sont fondamentales et malheureusement nécessaires parce que le changement climatique est un problème global –en gros, si j'émetts du CO₂ en Belgique, il a des conséquences en Afrique et partout dans le monde– et qu'il faut donc une solution globale. Or, le seul endroit où on peut régler une problématique globale de manière plus ou moins démocratique, cela reste les Nations unies.

Quelles sont les mesures les plus urgentes à prendre ?

La première, c'est de réduire les émissions. L'année passée, les Etats se sont engagés à limiter l'augmentation de la température à plus deux degrés. Or, les promesses de réduction des gaz à effets de serre sont largement insuffisantes et nous amènent à une augmentation de la température de quatre degrés. On voit donc qu'il y a un gros écart entre ce qui est promis et ce qui est effectivement fait. Le but de cette négociation est de combler ce gap. Deuxième chose, ce sont les financements. On sait que les pays du Sud ont besoin des finances du Nord pour pouvoir s'adapter au changement climatique dont ils sont les victimes mais pour pouvoir aussi se développer d'une manière qui ne pollue pas.

Etes-vous satisfait de l'application du protocole de Kyoto ?

Il a montré ses limites, mais à l'heure actuelle, c'est le seul instrument international, juridiquement contraignant, qui fixe des objectifs de réduction des gaz à effets de serre pour les pays industrialisés. En ce sens, il est important de le garder. Si on le jette à la poubelle, nous aurons perdu des années d'efforts.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau

"A l'heure actuelle, Kyoto est le seul instrument international, juridiquement contraignant, qui fixe des objectifs de réduction des gaz à effets de serre pour les pays industrialisés."



rence pour quoi faire ?

Pierre Ozer

Professeur à l'Université de Liège



► Regardez ce qui se passe en Belgique: on arrête même les primes à l'isolation. Si on n'arrive plus à le faire chez nous, on n'y parviendra pas pour les autres non plus. Rien que pour cela, on ne peut pas être optimiste.



Peut-il y avoir un accord global et général à Durban?

Ce n'est pas possible. Parce que les positions des uns et des autres sont totalement antagonistes. Ce que réclament les pays du Sud, les pays occidentaux se disent incapables de remplir de telles conditions. Les Etats-Unis, par exemple, qui sont de gros émetteurs de gaz à effets de serre, refusent tout engagement contraignant. Il y a eu une sorte de conférence préparatoire à Bonn au mois de juin, et différents pays ont dit qu'ils ne souhaitaient pas une reconduction du protocole de Kyoto, tel qu'il existe actuellement.

Une conférence, comme celle de Durban, peut-elle être utile?

Oui. Outre l'objet principal –des engagements contraignants de réduction–, il y a d'autres projets moins visibles qui se mettent en route. Par exemple, la Région wallonne a des projets dans différents pays africains et sud-américains, pour mettre en place des programmes de stratégie d'adaptation. Il y a là des choses vraiment concrètes qui se font avec essentiellement l'expertise des pays du Sud. En soi, ce sont des choses qui ne pourraient pas se faire s'il n'y avait pas ce genre de

grand-messe. J'ai eu la chance de participer à une convention sur la lutte contre la désertification, on rencontre énormément de gens et on arrive comme cela à pouvoir créer un réseau de personnes prêtes à travailler ensemble.

Etes-vous optimiste sur ce qui va sortir de Durban?

Il faut remettre cela dans le contexte actuel. Les pays du Nord sont complètement exsangues au point de vue financier et quand on leur demande de passer à la caisse pour les pays du Sud –des dédommagements financiers parce qu'ils sont victimes des effets mais ne sont en aucun cas responsables du problème–, ils renâclent. Regardez ce qui se passe en Belgique où on arrête même les primes à l'isolation. Si on n'arrive plus à le faire chez nous, on n'y parviendra pas pour les autres non plus. Les petits poïs ne poussent pas dans les boîtes. Et donc, rien qu'à cause de cela, on ne peut pas être optimiste.

Comment, à vos yeux, est appliqué le protocole de Kyoto?

C'est quelque chose qui est unique au monde. Donner des contraintes à un nombre de pays significatifs en termes d'émission, c'est quelque chose que je n'aurais jamais pu espérer! C'était une gageure en soi. Au final, il y a deux groupes de pays –l'Europe et le Japon– qui vont rencontrer leurs objectifs, et même bien au-delà pour l'Union. S'il n'y avait pas eu des objectifs contraignants, personne n'aurait cherché à les atteindre. En soi, c'est déjà un résultat. On peut discuter de savoir si les objectifs étaient suffisamment ambitieux, mais l'important c'est que ce soit fait. Cela dit, il y a un gros souci dans le protocole de Kyoto, c'est que lorsqu'on regarde les émissions des différents pays, on le fait de manière cadastrale. On ne tient donc pas compte des flux de CO₂. Par exemple, le Belge émet 13,8 tonnes de CO₂. Mais les téléphones que nous utilisons pour cette conversation n'ont pas été fabriqués en Belgique, mais bien en Chine ou ailleurs. Et le coût CO₂ de nos téléphones, notamment, ne rentre pas dans le chiffre de nos émissions. C'est cela qui pose problème.

Entretien : J.-P. Du.